



# Assemblée générale

Distr. générale  
29 mai 2017

Français seulement

---

## Conseil des droits de l'homme

Trente-cinquième session

6-23 juin 2017

Point 4 de l'ordre du jour

**Situations relatives aux droits de l'homme qui requièrent  
l'attention du Conseil**

### **Exposé écrit\* présenté conjointement par Tourner la page, Association Burkinabé pour la Survie de l'Enfance, Association Solidarité Internationale pour l'Afrique (SIA), organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif spécial**

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[15 mai 2017]

---

\* Exposé écrit publié tel quel, dans la/les langue(s) reçue(s) par l'/les organisation(s) non gouvernementale(s), sans avoir été revu par les services d'édition.

GE.17-08604 (F)



\* 1 7 0 8 6 0 4 \*

Merci de recycler



## **Prendre des mesures décisives pour protéger les Tamouls de l'île du Sri Lanka\***

Pendant qu'il y a des discussions de bonne gouvernance, de réconciliation, et des réformes constitutionnelles de la part du gouvernement sri-lankais, le pays natal des Tamouls dans l'île du Sri Lanka continue de traverser des violations des droits de l'Homme et un génocide culturel à un rythme accéléré.

Les édifications des statues de Buddha dans des endroits où aucun bouddhiste ne vivait avant l'escalade du conflit ; le développement continu de l'occupation militaire dans les terres tamoules font partie de nombreuses facettes du génocide en cours commis par le gouvernement sri-lankais avec impunité. Les prisonniers politiques Tamouls continuent de languir sans procès.

### **Colonisation :**

Depuis 1948, les gouvernements sri-lankais ont réduit la Nation Tamoul à un statut minoritaire dans les districts d'*Ampara* et de *Trincomalee* en redécoupant les frontières des districts. Maintenant, ils tentent d'atteindre ce but dans le district de *Batticaloa*, qui est le dernier district à majorité tamoule dans la province orientale. Avec le soutien des militaires cinghalais et des moines bouddhistes, des centaines de temples bouddhistes ont surgi partout sur le pays natal des Tamouls ayant pour but des changements démographiques permanents.

### **Militarisation :**

14 divisions militaires cinghalaises sur 21 sont placées dans le pays natal tamoul. Selon les statistiques fournies par le Conseil Provincial du Nord du 09/10/17, 68 546 acres de terrain dans le Nord ont été affectés et occupés de force par les militaires. L'armée et la marine sri-lankaise, qui sont entièrement composées de Cingalais, continuent d'occuper et de contrôler de nombreuses institutions économiques et sociales qui sont essentielles pour la subsistance et la survie des Tamouls, vivant principalement au Nord-Est du Sri Lanka.

### **Prisonniers Politiques :**

Les prisonniers politiques au Sri Lanka, qui sont tous tamouls, ont été systématiquement maltraités et opprimés par l'Etat. Ces prisonniers ont été soumis à une détention arbitraire et à la torture. Plusieurs détenus ont été incarcérés depuis des décennies sans accusations contre eux, sans contrôle judiciaire ou procès. Le gouvernement continue d'enfreindre les obligations de son traité international et ses propres lois à travers son traitement des prisonniers politiques tamouls.

### **Non-Respect :**

Depuis des décennies, les Tamouls sur l'île du Sri Lanka ont subi un génocide, qui est bien documenté. Plusieurs pays ont demandé une enquête internationale sur le génocide des Tamouls. Après les atrocités en masse de 2009 où plus de 75 000 personnes innocentes ont été massacrées par les forces armées sri-lankaises, Les Nations Unies ont adopté une résolution appelée 30/1 pour une enquête indépendante internationale. Même si le Sri Lanka a coparrainé la résolution, jusqu'à maintenant il n'y a virtuellement aucun progrès dans aucun des articles acceptés dans la résolution. En appelant le nouveau gouvernement une « bonne gouvernance », le Président a déclaré à plusieurs reprises qu'il ne laissera aucun « héros de guerre » être accusé de n'importe quel crime qu'il aurait commis durant la guerre, c'est une indication de l'impunité totale enracinée dans le système sri-lankais. Cette culture de l'impunité de l'Etat sri-lankais est la cause principale de la continuité des violations des Droits de l'Homme et de la torture. Sans responsabilité face à la violation des Droits de l'Homme, la réconciliation du conflit est vouée à l'échec.

### **Constitution :**

La nouvelle constitution qui est rédigée pour « offrir » une solution politique semble rendre les choses encore pire en implantant la structure d'un Etat Unitaire, en séparant la terre natale des Tamouls, et en faisant du Bouddhisme la principale religion de l'île du Sri Lanka. Quand deux nations sont en conflit, une solution viable est seulement possible lorsque la constitution reconnaît ces deux nations comme des partenaires égaux. La terre natale traditionnelle des

---

Tamouls qui est géographiquement restée unie pendant des millénaires devrait être explicitement reconnue avant que toute résolution puisse être tentée.

**Bureau des personnes disparues :**

Le bureau des personnes disparues (OMP) qui doit entrer en vigueur prochainement a été bien accueilli comme une étape positive par les différents quartiers en vue d'une réconciliation après la guerre. Cependant, une étroite surveillance et analyse de la législation qui l'administre révèle la déception et la futilité sous-jacentes dans la plupart des dispositions du texte de loi.

Le Sri Lanka se place au deuxième rang dans la liste des pays après l'Irak qui enregistre le plus grand nombre de disparitions avec un nombre non officiel estimé à environ 90 000 depuis les années 1980. Parmi ces disparitions, environ 65.000 sont des disparitions forcées ou involontaires.

Armé de différents pouvoirs discrétionnaires, le succès du bureau des personnes disparues (OMP) dépend de la façon dont les jugements sont exercés avec honnêteté et bonne foi pour faire respecter la justice qu'un plaignant mécontent peut essayer d'atteindre à travers le recours à une assignation dans le but de récuser une loi, une omission, un ordre ou une décision de l'OMP ou des actes de membres, excluant les résultats de l'OMP et en clôturant les procédures de responsabilité civile ou pénale contre les coupables identifiés.

Cette loi était censée calmer les Nations Unies et la Communauté Internationale en espérant naviguer sur les vagues déchaînées attendues lors des prochaines sessions du CDHNU en particulier celle de mars 2017 lors de laquelle le Sri Lanka sera à l'ordre du jour pour l'évaluation finale et le rapport d'évaluation sur les progrès effectués par rapport à la résolution d'octobre 2015, les recommandations qui, sauf celle de l'OMP, restent intouchées et intactes.

Les habitants de l'Eelam tamoul ont attendu une résolution pacifique au conflit qui reconnaît leurs droits fondamentaux et inaliénables. Nous demandons urgemment au CDHNU de prendre une action décisive pour protéger les Tamouls dans l'île où ils attendent que justice soit faite depuis huit longues années. Justice différée est justice refusée.

---

\*Conseil International des Tamouls Eelam (ICET), Swiss Council of Eelam Tamils (SCET), des ONG sans statut consultatif partagent également les opinions exprimées dans cet exposé.